



Club des Vigilants

Apprivoisons l'avenir



Vigilances n°121

Printemps 2019

Sommaire

Immigration : avant de se disputer	3
Démographie - Immigration.....	4
Intégration : les leçons de l'histoire	4
Immigrés pour toujours ? Un groupe de travail du Club des Vigilants ..	6
Noureddine Boukrouh : Pour un Islam du XXIe siècle... et d'après	8
Trop d'humains ? Retour d'un sujet	12
Pour sauver le droit d'asile il faut progresser sur la réadmission des débutés	13
Promesses et menaces numériques.....	15
L'humain et le numérique. Articles d'Olivier Haertig	15
1 - Prélude à une réflexion sur l'humain et le numérique.....	15
2 - Qu'est-ce qui distingue l'Homme de la machine ?	16
3- Les risques d'envahissement de l'humain par le numérique.....	20
Doit-on se résigner à vivre dans une colonie numérique ?.....	23
À lire également	23
Facebook : va-t-on séparer Docteur Jekyll de Mr Hyde ?	24
Après les gilets jaunes.....	27
Le pouvoir incontrôlé de la foule	27
Réinventons la démocratie!.....	29
Le malheur, une idée neuve en Europe	31
« Travaillez, prenez de la peine... »	34

Les inégalités sous le tapis	36
Rwanda : 25^{ème} anniversaire du génocide	39
Rwanda : ouvrons les archives ! Par Philippe Bois	39
Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français, Par Philippe Bois	39
Et sur clubdesvigilants.com	40
Economie	40
Abandon de la fusion Alstom Siemens – Pourquoi l'Europe a raison. Par Jérôme Cazes	40
Territoires zéro chômeurs longue durée, un essai innovant... à transformer ! Par Anne Beaufumé.	40
Too big to do business. Par Jérôme Cazes	40
Cinquante nuances de bitcoin. Par Philippe Bois.	40
2018 : le crépuscule du G7 ? Par Philippe Tixier.....	40
L'extraterritorialité américaine et la souveraineté européenne	41
Trump, l'Iran, l'Europe : la révolte des agneaux? Par François Nicoullaud.....	41
Sanctions américaines : prenons exemple sur la Chine ! Par Philippe Bois	41
Le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien pourrait être une bonne nouvelle ! Par Michel Ferrand	41
Vers la fin de l'hégémonie du dollar ? Par Philippe Tixier	41
Comment l'Europe pourrait-elle s'imposer face aux Etats-Unis ?.	42
Philosophie-Ethique	42
Le suicide assisté, grand absent des Etats généraux de la bioéthique, par Jérôme Cazes	42
Beltrame, héros ou saint ? Par Hervé Chaygneaud-Dupuy.....	42
L'Homme, un animal comme les autres ? Par Philippe Bois	43
Pensée magique, pensée scientifique, Laurent Quivogne.....	43
Et encore sur www.clubdesvigilants.com	43
Mieux comprendre la Chine pour mieux dialoguer	43
Indépendance de la Nouvelle-Calédonie ? Par Pierre-Yves Cossé ..	43

Prochain Vigilances : Spécial élections européennes

Immigration : avant de se disputer

La politique européenne de l'immigration ou plutôt son absence va polluer la campagne des prochaines élections au parlement européen (26 mai en France). **Sans véritable débat ni information.** À l'exploitation éhontée de la peur de l'étranger répond l'inlassable réaffirmation qu'il n'y a rien de nouveau donc rien à discuter. Dans les fiches de présentation du Grand débat on avait droit à des chiffres sur les réalités de l'immigration aujourd'hui, puis, contrastant avec cette présentation plutôt rassurante, la question : « Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ? ». Quel défi ? De quelle ampleur ?

Avant de se disputer sur les politiques à mener il faut « développer une compréhension européenne des défis », dit Guillaume Klossa, expert des questions européennes, que le Club des vigilants recevait le 12 février. Il propose de créer un groupe d'experts européens. Une évaluation sereine et documentée des scénarios d'avenir est indispensable, mais inexistante ou trop discrète (on pense aux travaux de l'OCDE ou de l'ONU). **Le Club des vigilants est donc extrêmement favorable à l'idée de créer un « groupe international (ou européen) d'experts sur les migrations et l'asile » sur le modèle du GIEC et de son travail sur l'évolution du climat.** Elle a été proposée par un collectif de 300 chercheurs dont François Héran, démographe et professeur au Collège de France, que le Club venait de recevoir*.

Problème, une fois cette idée posée, la tribune exposant cette idée dans *Le Monde* développait un certain nombre d'idées donnant le sentiment que la conclusion était déjà écrite : il n'y a pas de risque de déferlement. Puis François Héran, se lançait dans une disqualification du best-seller de Stephen Smith, ancien journaliste, enseignant dans une université américaine, qui alerte au contraire sur un risque de déferlement des Africains vers l'Europe**.

Mesurons l'ampleur du « défi qui va durer », mais n'écrivons pas les conclusions avant d'avoir commencé.

* *Le Monde* du 29 juin 2018

** *La ruée vers l'Europe – La jeune Afrique en route pour le vieux continent.* Stephen Smith. Grasset

Le bureau du Club : Philippe Bois, Anne Beaufumé, Bernard Bougel, Pascale Carle, Jean Claude Hazera

Démographie - Immigration

Intégration : les leçons de l'histoire



« Enfermer les gens dans leur culture, dans leur civilisation, en disant : ils sont ainsi pour toujours et à jamais, c'est une erreur au regard de l'Histoire ».

C'est la conclusion de **François Héran**, démographe, titulaire de la chaire « Migrations et Sociétés » du Collège de France, que le Club des vigilants avait invité à venir dialoguer le 26 juin dernier. Il a commencé par rappeler quelques chiffres-clés:

- **Près d'un quart de la population française est constituée d'immigrés (hors UE) et de leurs descendants.** (24% en Allemagne, 26% aux USA).
- 45% des 200 000 titres de séjour accordés chaque année le sont au titre du regroupement familial. Cette disposition de droit est conforme aux conventions internationales signées par la France ce qui rend impossible toute décision d'en réduire le volume, contrairement à ce que prônent certains (ir)responsables politiques.
- De même, 45% de ces titres sont accordés aux étudiants venus poursuivre leurs études supérieures en France. Notre pays fait, en effet, partie des 5 grands pays qui attirent (et cherchent à attirer) les étudiants étrangers.
- De ce fait, **l'immigration « de travail » représente moins de 10% de ces titres de séjour.** La réduire encore n'aurait aucun impact sur le taux de chômage.

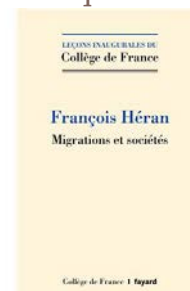
Une conséquence imprévue, et perverse, de l'arrêt de l'immigration de travail en 1973 a été l'accroissement du regroupement familial, les immigrés n'osant pas repartir de peur de ne pas pouvoir revenir.

Le débat porte ensuite sur l'intégration, notamment celle des immigrés d'origine arabo-musulmane qui représentent 43% des Français d'origine étrangère (ils n'en représentaient que 15% en 1975).

François Héran souligne plusieurs difficultés à cette intégration :

- Si la première génération (arrivée pendant les 30 glorieuses) a conscience d'avoir gagné en s'expatriant, ses descendants, soumis à des taux de chômage plus importants, à des discriminations (notamment celles liées à l'Islam), ne perçoivent plus ces gains et n'ont pas de point de comparaison avec le sort qu'ils auraient eu dans leur pays d'origine.
- Il y a une **excessive concentration de ces populations dans des quartiers urbains** souvent déshérités et abandonnés par les services publics et les commerces. François Héran souligne toutefois en creux les effets positifs des améliorations apportées par les politiques de la ville : « Les choses auraient été pires si on n'avait pas amélioré la qualité de la vie dans les banlieues ».
- En moyenne, le niveau de qualification de nos immigrés est faible, inférieur à celui que l'on constate chez nos voisins.

François Héran martèle que « l'intégration est une question de temps » et que seules des enquêtes « longitudinales », consistant à suivre un échantillon d'immigrés sur une longue période (4 ans par exemple pour l'enquête ELIPA de l'INSEE), permettent de mesurer comment les indicateurs (possession d'un logement, taux d'emploi, etc.) se rapprochent des taux moyens des natifs. Des études, réalisées notamment au Québec, mais transposables à la France, montrent qu'**il faut environ 7 ans pour qu'un immigré obtienne un emploi conforme à ses qualifications**, du fait notamment de la non homologation de ses diplômes. François Héran souligne que ce décalage profite parfois à certains métiers (il cite les professions médicales) qui bénéficient ainsi d'une main d'œuvre bon marché en retardant cette homologation.



A une question sur le risque de fracture dû aux 25% de Français issus de l'immigration et sur l'exemple des pays qui n'acceptent pas ou peu les migrants (ex. Japon, Chine, Brésil, Nigéria), et, à l'inverse, ceux qui comptent des taux bien supérieurs d'immigrants (plus de 50% au Luxembourg, près de 90% dans les pays du Golfe), François Héran répond qu'**il n'y a pas de modèle migratoire unique**. Citant Janine Ponty, grande historienne de l'immigration polonaise en France, il ajoute que le préfet de l'époque déclarait avec virulence en 1937 : « Les Polonais sont complètement inassimilables et leur catholicisme est dangereux pour nous car c'est un catholicisme différent du nôtre ». **Les Espagnols, les Polonais, les juifs fuyant les pogroms étaient considérés comme des barbares par nos concitoyens**. Or ils se sont finalement parfaitement intégrés. De même une grande partie des immigrants d'origine algérienne ou marocaine est aujourd'hui très bien intégrée. Ainsi, par exemple, au moins un quart des chercheurs du CNRS portent des noms à consonance maghrébine. Il ajoute qu'il y a toujours un groupe qui sert de repoussoir et qui, le temps passant, est remplacé par un autre groupe. Mais François Héran est également conscient que beaucoup de travail reste à faire quant à la réorganisation de l'Islam en France et à la volonté d'imposer sans faiblesse le respect de nos valeurs.

[vidéo sur www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

Bernard Bougel

Immigrés pour toujours ? Un groupe de travail du Club des Vigilants

Le « groupe intégration » du Club des vigilants continue à travailler. Il s'est trouvé **un titre qui lui convient mieux** : « Immigrés pour toujours ? » **Ses réflexions portent en effet non pas sur les difficultés d'intégration (réelles) des immigrants en France mais sur celles qui subsistent pour leurs enfants et petits-enfants**. Le groupe avait commencé par prendre la mesure du problème potentiel : la proportion des enfants dont au moins un parent est né à

l'étranger a progressé vivement entre 2000 et 2016 passant de 22,4% à 30,9% (voir Vigilances n°119).

Parmi les diverses pistes et propositions évoquées il a décidé de se concentrer sur **cinq thèmes** :

1. Clarifier les « accommodements acceptables » et ceux qui ne le sont pas avec les règles de vie et les usages de la population majoritaire.
2. Traduire les engagements par une charte signée par tout jeune Français à sa majorité.
3. Développer un dispositif « ouvrir les parents à l'école » par un renforcement de l'apprentissage du français, l'association au projet éducatif et la mise sous pression des parents, et s'attaquer, pour les réduire aux facteurs de démonétisation de l'école.
4. Renforcer l'intégration dans le monde du travail par le renforcement de l'encadrement scolaire, les écoles de la deuxième chance, le CV anonyme, les stages en entreprise etc.
5. Développer les actions de proximité en promouvant localement la mixité sociale par tous les moyens (sports, spectacles,...), en développant le tissu associatif local, les animations, les journées citoyennes.



Le groupe a reçu plusieurs personnes venant témoigner de leur expérience. Dernier en date Méziane Bénarab, venu d'Algérie dans sa jeunesse, aujourd'hui parfaitement intégré, qui a eu l'idée de proposer à la jeunesse des « quartiers » des compétitions de foot sous la bannière de l'association des médaillés de

la Légion d'honneur ! Et ça marche (voir par exemple [cet article du Parisien](#) et la photo ci dessus). Les membres du groupe en ont retenu que Méziane Bénarab tient à ceux qu'il va voir un discours de grande fermeté sur les valeurs de la République mais aussi que ces jeunes répondent très positivement dès qu'on s'intéresse à eux.

La question de l'Islam occupe évidemment une place importante dans les débats du groupe de travail. D'autres témoignages montrent en effet que la propagande islamiste est un puissant obstacle à

l'intégration, avant même d'alimenter les risques de terrorisme. Sur ces sujets délicats il n'est pas facile d'aboutir à des consensus mais les discussions sont passionnantes entre membres d'opinions parfois fort éloignées qui arrivent à échanger des arguments et non des invectives. C'est tout l'esprit du Club des vigilants.

Contacts : pascale.carle@gmail.com; bernard.bougel@clubdesvigilants.com

Noureddine Boukrouh : Pour un Islam du XXI^e siècle... et d'après

Le problème central du monde musulman aujourd'hui est que sa religion a été figée dans une interprétation et des rites vieux de plusieurs siècles et qu'il s'est encore moins adaptés que d'autres religions à l'évolution des sociétés. Le salafisme, sacralisation de cet islam « premier », n'est qu'une manifestation extrême d'une inadaptation à son temps qui vaut aussi pour la religion enseignée à tous les musulmans. Il n'y a pas de différence substantielle entre le droit islamique professé à la célèbre université islamique Al-Azhar

du Caire et celui de Daech.

C'est ce que développe l'intellectuel et homme politique algérien Nour-Eddine Boukrouh dans le livre qu'il a publié avec Saïd Branine, son intervieweur (*Islam, la dernière chance*.



nière chance. Pourquoi, comment et que réformer dans l'islam ? Editions Entrelacs). Et c'est ce qu'il est venu expliquer devant le Club des vigilants.

Saïd Branine, Français d'origine algérienne et animateur du site oumma.com, « la première mosquée de France », a voulu ce livre pour introduire Boukrouh dans le débat français. Il insiste beaucoup sur sa grande légitimité. Noureddine Boukrouh, qui réfléchit et pu-

blie sur ces questions depuis très longtemps, est le disciple d'un autre penseur algérien lui-même très respecté, Malek Bennabi (1905-1973). Il s'est opposé politiquement avec courage au premier grand surgissement de l'islamisme politique que fut le FIS (Front Islamique du Salut) en Algérie, dans les années 1990. Enfin, sa double culture occidentale et musulmane accroît sa légitimité sur ces réflexions.

Les deux hommes, qui s'affirment croyants, **plaident pour une « réforme » de l'islam qui lui éviterait les dérives terroristes et antisémites qui l'entachent aujourd'hui** : « Je ne crois pas à la casuistique qui veut noyer le problème de l'islamisme en le présentant comme un phénomène de radicalisation étranger à la vraie nature de l'Islam », écrit-il. Mais leur ambition va bien au-delà. Il s'agit de **permettre à tous les musulmans et aux pays musulmans de s'épanouir dans notre époque.**

Nour-Eddine Boukrouh voudrait que l'islam « **change de prisme et retrouve la primauté de la transcendance sur le rituel** ». L'Islam est la seule religion qui s'affirme « valable en tous temps et en tous lieux », sans aucune évolution ni adaptation, déplore-t-il. Il fait une **distinction essentielle entre les fondements de l'Islam tels qu'ils ont été établis par le prophète Mahomet jusqu'à sa mort, en 632, et ce qu'en ont fait les religieux au VIIIe et IXe siècle.** L'Islam n'a pas d'autorité supérieure comparable à ce qu'est le pape pour les catholiques, mais il a des ulémas. Ce sont eux qui ont totalement figé religion, droit religieux, rites et préceptes en un tout qu'il est interdit d'amender. Pour Nouredine Boukrouh il est évident que cette transformation de la religion en une chape intellectuelle et sociale explique le déclin, à partir du XIIIe siècle, de la brillante civilisation qu'a été l'Islam des débuts, dont les penseurs et les scientifiques tenaient une place essentielle dans leur époque.

L'assujettissement des peuples à une religion qui ne laisse pas de place à la rationalité et à l'esprit critique arrangeait bien les dirigeants politiques et les arrange toujours, explique l'auteur.



« Les régimes politiques dits progressistes flattaient les foules pour les maintenir à l'état de masses malléables et dociles. Ils ont manipulé leur sentiment religieux et les ont préparé sans s'en douter à devenir les ouailles de l'islamisme charlatanesque », écrit-il. Nous avons déjà eu l'occasion au Club des vigilants de parler du pacte entre religieux et pouvoir à propos de l'Arabie Saoudite, (voir <https://www.clubdesvigilants.com/alerte/quelle-la-solidite-larabie-saoudite>). Paradoxalement Nour-Eddine Boukrouh est très agacé par les mesures de libéralisation annoncées par le prince héritier saoudien (autorisation donnée aux femmes de conduire une voiture, etc.). Il en retient surtout que le pouvoir politique peut balayer d'un revers de main des mesures qui assujettissent une population depuis des décennies au nom de la religion.

Mais que penser alors de l'expression démocratique en faveur de l'islamisme ? Les victoires électorales de l'islamisme politique ont tenu une place importante dans la réflexion de Nour-Eddine Boukrouh, notamment à partir du moment où le pouvoir algérien a interrompu le processus électoral démocratique en 1991, quand il a été évident que celui-ci allait donner le pouvoir aux islamistes du FIS. Son analyse est simple. **Cette vieille religion qui a la prétention de régenter toute la société est tellement incrustée dans les esprits que les peuples y retournent comme à leur seule planche de salut connue quand l'occasion leur est fournie de donner leur opinion.** D'où les victoires électorales de l'islamisme après les printemps arabes en Tunisie ou en Egypte et le recul de la laïcité en Turquie par la voie des urnes. « L'islamisme a à peine besoin de leaders ; les gens retournent spontanément à la religion ».

Les musulmans ont-ils le droit de réformer leur religion pour l'adapter à leur vie et à leur époque ? Cela ne fait aucun doute pour cet intellectuel croyant et fin érudit qui cite le prophète lui-même. Celui-ci, qui ne tenait d'ailleurs pas à ce que ses paroles soient consignées dans un livre sacré, a dit (c'est un hadith, non une sourate du Coran) que la religion qu'il révélait avait vocation à être révisée « au début de chaque siècle ».



Comment s'y prendre ? L'auteur annonce déjà un second livre dans lequel il compte développer ses propositions. Mais une méthode tient dorénavant et déjà une place très importante dans sa caisse à outils intellectuelle : « **remettre le Coran à l'endroit** ». Le Coran tel que nous pouvons le lire aujourd'hui présente les sourates dans un ordre immuable depuis des siècles qui n'est en fait qu'un **désordre chronologique**. Si on remet le texte dans l'ordre où Mahomet l'a énoncé, au fil des années, il prend une logique différente.

Sa vision de la création de l'homme, par exemple devient beaucoup plus limpide et les prescriptions concernant les rites et modes de vie sont pour l'essentiel à la fin, peu avant la mort du prophète, quand il était réfugié à Médine avec les premiers croyants. Les circonstances historiques deviennent alors essentielles pour lire les prescriptions, y compris celles sur les juifs alors nombreux à Médine et dans la péninsule arabique.

Si on lisait la bible au pied de la lettre on y trouverait aussi une grande violence et des prescriptions qui n'ont plus aucun sens aujourd'hui. **De fait certaines sentences trouvant leur source dans les textes de l'islam (Coran ou recueils de hadith) sont tombées en désuétude**. On ne coupe plus la main du voleur. Encore faudrait-il que des dirigeants politiques aient le courage d'officialiser ces adaptations ou de les imposer aux religieux.

En pratique, quelle forme pourrait prendre la réforme ? Ce n'est pas le plus simple. Nouredine Boukrouh reconnaît qu'il n'a pas beaucoup d'alliés. Notamment du côté des religieux. Dans le livre il évoque un processus forcément long. Qui devrait toucher aussi bien les chiites que les sunnites. Il pense que les révolutions arabes et l'islamisme ont mis en branle la réflexion des musulmans. Devant le Club des vigilants il rêve d'une **grande conférence internationale lançant le processus**. Dans son livre, il évoque le cadre possible de la Conférence des Etats Islamiques, qui existe déjà. **Les Etats ou certains Etats peuvent jouer un rôle. En évitant ce qui est manifestement à ses yeux une fausse piste : la laïcité** comme chercha à l'imposer par exemple la Turquie de Kemal Atatürk et de ses successeurs. Puisqu'on voit bien qu'à la première occasion le peuple re-

vient à l'islamisme. En terre d'islam il ne faut donc pas exclure la religion du champ politique et de la vie sociale mais réformer profondément l'Islam pour l'adapter au monde moderne. Noureddine Boukrouh ne doute pas qu'une fois cette réforme réalisée l'Islam étonnera le monde et même que « la réforme de l'Islam entraînera d'une façon ou d'une autre celle du judaïsme et du christianisme ».

[vidéo sur www.clubdesvigilants.com](http://www.clubdesvigilants.com)

Jean-Claude Hazera

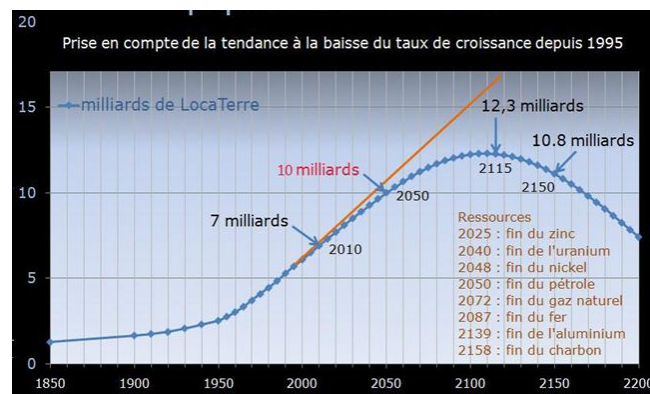
Trop d'humains ? Retour d'un sujet

Les démographes prédisaient depuis un certain temps une transition, une sorte d'atterrissage démographique naturel de la planète qui verrait la croissance de la population se réduire sans qu'on ait à s'en préoccuper. L'Afrique seule continuerait à exploser, d'où les inquiétudes exprimées par certains (voir éditorial). Mais, globalement, on irait vers une stabilisation. Or celle-ci a tendance à s'éloigner dans le temps. Dans un article de Vigilances du printemps 2016 (n°115)

Yves Buchsenschutz, un des membres du Club des vigilants avait déjà attiré notre attention sur la propension des prévisions de l'ONU à s'accroître au fil de

révisions. Pour 2050 on est passé insensiblement de 9,1 milliards d'humains à 9,72. On serait à 11,2 milliards en 2100.

Pendant ce temps l'urgence écologique ne fait que monter. La planète ne peut supporter tant d'humains, surtout s'ils consomment comme des Américains. Une tribune publiée par Le Monde le 10 octobre souligne l'absence illogique de la croissance démographique dans les prises de position sur l'environnement. Elle est



notamment signée par deux membres fondateurs et administrateurs du Club des vigilants : Bernard Esambert et Jacques Blamont. Elle propose d'encourager ceux qui dans les pays d'Afrique de l'Ouest semblent décidés à œuvrer pour une baisse de la fécondité, pensant qu'une trop forte démographie est un obstacle à leur développement économique.

Dans Les Echos du 11/ 12 novembre, Paul Molga relève que cette tribune fait suite à la publication d'un article de deux chercheurs suédois concluant que faire moins d'enfants est le moyen le plus efficace de limiter le réchauffement climatique, non sans susciter de nombreuses réactions négatives.

Pour Jacques Véron, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined), si les gouvernements s'entendaient dès à présent sur une politique de régulation des naissances, on verrait l'amorce d'une stabilisation vers 2100!

De son côté Bent Flyvbjerg, professeur à la Saïd Business School de l'Université d'Oxford, a fait le calcul suivant : « Pour assurer un mode de vie comparable au style de vie des Français, il faudrait réduire la population mondiale à environ 3 milliards de personnes. »

Ce qui pose d'une autre manière le problème des inégalités.

J-C H.

Pour sauver le droit d'asile il faut progresser sur la réadmission des déboutés



Jean-Paul Tran-Thiet, ancien haut fonctionnaire français et européen, avocat au Barreau de Paris spécialiste en droit européen et en droit économique (concurrence

et secteurs régulés) est venu présenter au Club des vigilants le **rapport commun de Terra Nova et de l'Institut Montaigne intitulé « Sauver le droit d'asile »** (octobre 2018).

« Il y a le feu », le droit d'asile est en grand danger bien qu'il soit inscrit dans les traités européens, a-t-il dit. On ne le sauvera pas si on n'arrive pas à progresser sur la réadmission dans leur pays d'origine des demandeurs qui n'ont pas droit à l'asile ou à toute autre forme d'immigration légale.

Ce sujet de la réadmission pourrait être traité beaucoup plus efficacement à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale. En effet les pays d'origines ont de bonnes raisons de résister, à commencer par le fait que les migrants illégaux renvoient beaucoup d'argent dans leur pays. **L'Europe à 28 a plus de poids pour se faire entendre que chacun des pays membres négociant seul.** De plus des négociations au niveau européen dépassionneraient les relations avec les anciennes puissances coloniales. Enfin, cette politique coûtera cher en aides aux pays d'origine des migrants et il serait normal qu'elle soit financée par la solidarité européenne.



Le rapport estime par ailleurs **qu'il faut arrêter le système dit de Dublin**, selon lequel le pays où le migrant dépose sa demande d'asile à son arrivée sur le territoire européen reste responsable de son instruction. C'est « une faillite totale ». Parce ce que, très souvent, les demandeurs d'asiles ne veulent pas s'installer dans le pays d'entrée en Europe où ils seraient supposés déposer leur demande d'asile. Et parce que Dublin a contribué à détruire la solidarité entre pays européens en matière d'asile.

[Vidéo de la Matinale - Extraits et version intégrale](#) sur www.clubdesvigilants.com

J-C.H.

Promesses et menaces numériques

Un groupe de travail « vigilances numérique » rassemble depuis plusieurs mois des membres du Club des vigilants. Voici quelques résultats de ce travail : textes et comptes-rendus de rencontres dans le cadre des matinales du Club.

Contacts : anne.beaufume@clubdesvigilants.com ou Jean-François David, jf@davidjf.com

L'humain et le numérique

Extraits d'une série de trois articles d'Olivier Haertig, membre du groupe de travail et du conseil d'administration du Club. Versions intégrales sur www.clubdesvigilants.com

1 - Prélude à une réflexion sur l'humain et le numérique

Cet article s'appuie notamment sur le livre de Jean-François Mattei, *Le sens de la démesure. Hubris et Dikè*

La révolution numérique, paroxysme de l'intelligence, a bien des traits d'Apollon...

Son arc d'argent est tendu à la limite de la rupture entre deux forces contraires : la démesure, l'hubris, à laquelle le monde ne peut échapper puisqu'il est issu du chaos originel et n'en est sorti que par la violence, et la Dikè, qui rend intelligible toute chose et établit l'harmonie.

..... **La rationalité sur laquelle nous avons construit notre monde depuis 250 ans nous conduit à de redoutables impasses...** L'homme déploie sans limite son humanité à travers les avancées de la science, le triomphe du capitalisme et de l'idéologie libérale... Nous ne reconnaissons plus la frontière de l'illimité : tout nous est accessible.



Pour Heidegger... Cette démesure technicienne est un obscurcissement du monde.

Pour Camus, dans l'Homme Révolté, L'Europe a choisi l'hyper rationalité qui a fini par éclipser le jour. « L'Europe n'a jamais été que dans cette lutte entre midi et minuit. Elle ne s'est dégradée qu'en désertant cette lutte, en éclipsant le jour par la nuit »....

L'hubris technicienne est un dispositif d'accaparement des énergies de la nature très efficace. Elle multiplie les possibles, mais elle peut aussi déboucher sur le vide de l'existence, l'atomisation des individus, la transformation de toute activité, pensée ou émotion en process reproductible, l'exfiltration de toute substance....

Après une période d'irénisme largement diffusé par les médias, les risques d'expulsion de l'humain par la technique sont maintenant davantage mis en avant....

Cette peur est d'ailleurs très ancienne : elle conduit du Golem à Faust et au transhumanisme.

Trois grands axes de réflexion seront creusés et donneront lieu sur le site du Club à des « alertes ».

La première portera sur un thème ontologique : quelles sont les différences fondamentales entre l'homme et la machine ? Pourquoi faut-il les préserver ?

La deuxième sur les menaces qui pèsent sur notre identité humaine et les alliances dangereuses du numérique avec d'autres pouvoirs.

La troisième abordera la réponse éthique qui pourrait réguler et apaiser les relations entre l'humain et le numérique ...

2 - Qu'est-ce qui distingue l'Homme de la machine ?

La plupart des matériaux utilisés pour cet article sont issus des présentations et des travaux réalisés de 2015 à 2017 par la chaire « L'Humain face au défi du Numérique » du Collège des Bernardins, sous la responsabilité de Milad Doueïhi (philosophe, historien des religions et titulaire de la chaire d'humanisme numérique de l'Université de Paris IV) et Jacques-François Marchandise (entrepreneur et enseignant, délégué général de la Fondation Internet Nouvelle Génération).

...Pourquoi poser des bornes à l'utilisation des algorithmes et des données ? Que voulons-nous protéger ? Cette prétention est-elle justifiée ? Un monde autorégulé par des algorithmes ne serait-il pas plus sûr, plus vivable, plus « éthique » qu'un monde qui briderait ce potentiel d'amélioration de nos existences et de régulation de nos pulsions agressives ?

Si nous n'adhérons pas spontanément (sauf exception) à ce projet, c'est que **nous estimons qu'il existe des différences de nature entre l'homme et la machine et que nous devons sauvegarder notre propre nature.**

Lesquelles ? Pourquoi devrions-nous renoncer à la promesse d'augmenter considérablement l'humain par la machine et la machine par l'humain ? Quelle est finalement la place de l'humanisme dans un monde radicalement amélioré par la rationalité des algorithmes et la capacité d'analyser et d'utiliser intelligemment les milliards de données issues de ses moindres pulsations ? Qu'est-ce qui distingue fondamentalement l'homme de la machine ?



La notion d'intelligence artificielle, largement médiatisée, comporte bien des ambiguïtés. Il est habituel de l'opposer à l'intelligence humaine et de pointer ses progrès continus. ...

C'est le concept de la « **singularité** » inventé par Ray Kurzweil, l'Ingénieur en chef directeur de la stratégie de Google et président de la Singularity University. Cette expression bizarre désigne le moment (un jour de 2029 selon ses prévisions) où la machine dépassera pour toujours l'homme dans sa capacité de compréhension du monde, de traitement de l'information et de décision.

Ce concept repose fondamentalement sur l'équivalence entre puissance de traitement et capacité d'intellectualisation ... et sur la conviction que l'intelligence se confond avec la capacité d'abstraction et de calcul.

Pierre-Eric Oudeyer (INRIA) se méfie de cette conception qui a les traits d'une pensée magique. Certes les algorithmes seront capables

d'identifier, comparer, utiliser des informations pertinentes contenues dans des milliards de données en quelques secondes....

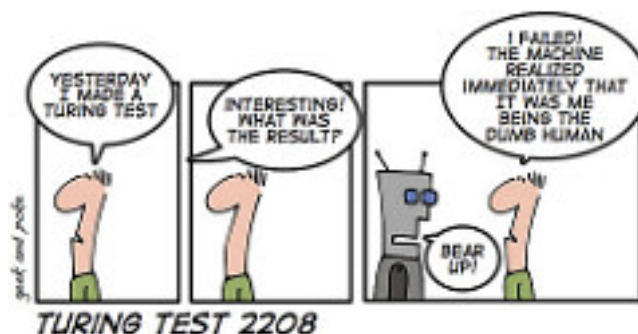
Mais le numérique attire notre attention vers des informations déjà filtrées et éloigne de notre attention un nombre peut-être plus considérable encore d'autres informations qui paraissent n'avoir aucun rapport avec l'objet d'étude mais qui pourraient pourtant être pertinentes. Il crée un biais dans notre analyse et n'est pas capable (pour « longtemps » encore selon Cédric Villani) d'intuitions fulgurantes comme celles qui animent les mathématiciens lorsqu'ils inventent un nouveau théorème après avoir réfléchi en vain pendant des années à une solution. ...

C'est une aide désormais indispensable pour les architectes, les urbanistes, les ingénieurs, les stylistes et des millions de créateurs qui ont besoin de tester dans la réalité virtuelle les œuvres issues de leur imagination. Aurait-elle cependant amélioré les œuvres de Mozart, Nietzsche ou Rimbaud ?

Les machines ont des cerveaux avec des capacités d'abstraction et d'absorption de données incommensurables par rapport à l'humain. Mais elles sont dépourvues de corps. Le cerveau humain, ou même le cerveau de tout animal (voire le cerveau des arbres qui se situe dans les milliards de kilomètres de leurs racines selon Peter Wohlleben) a besoin de l'instanciation physique apportée par le corps... L'intelligence par le corps reste inconnaissable par la machine. « Allez faire comprendre à un ordinateur ce qu'est vraiment de l'eau alors qu'il n'a jamais eu la sensation d'être mouillé ! » (Pierre-Yves Oudeyer). ...

Plutôt que d'intelligence artificielle, avec la tonalité magique que contient sciemment l'expression, parlons plutôt de la capacité d'auto-apprentissage des machines, qui, de fait, devient phénoménale.

Cette capacité d'apprentissage a déjà été modélisée par Turing sous le terme de « raison computa-



tionnelle». L'informatique utilise le langage mathématique pour formater une représentation temporaire de la réalité... Le code informatique n'est jamais clos. Il s'annule et se reconstruit en permanence pour progresser vers une meilleure approximation (Milad Doueïhi). **C'est en cela que le langage informatique est radicalement différent du langage humain qui fixe au contraire une représentation de la réalité.**

C'est pourquoi, remarque Milad Doueïhi, le numérique ne laisse pas de ruines sur lesquelles on pourrait méditer ou se ressourcer. ...

C'est encore une différence fondamentale avec l'homme. L'homme a une mémoire de ce qu'il était et de son passé...

Avec le numérique, il a accès à des mémoires immenses, incomensurables par rapport à ce dont il a besoin ou qu'il peut absorber, mais extérieures à lui. ...

Une fonction importante de la mémoire est l'oubli

Auparavant, l'oubli était donné d'emblée : l'humain devait faire des efforts considérables pour laisser des traces (par exemple construire une pyramide ou une cathédrale).

Avec internet, c'est l'inverse. Ses traces, aussi futiles soient-elles, aussi peu représentatives de lui, tous ses essais, erreurs, échecs, sont indélébiles. ...

Le danger est de priver l'humain de sa propre mémoire et des traces qu'il désire laisser.

Préserver le droit à l'oubli, supprimer les traces, en conserver certaines sur plusieurs siècles sont un impératif éthique du numérique.

Nous pouvons donc identifier **quelques notables singularités humaines qu'il nous faut préserver car elles distinguent fondamentalement l'homme de la machine :**

- la créativité c'est-à-dire l'invention, le hasard, le tâtonnement intuitif, l'art
- l'intelligence du corps c'est-à-dire la capacité à ressentir, le plaisir physique,
- l'émotion c'est-à-dire la douleur, la joie, l'empathie, l'amour
- la mémoire, c'est à dire le souvenir sélectif et le sens de l'histoire.

Et nous pouvons répondre aux questions posées au début de cet article :

- Oui, les singularités humaines doivent être préservées et même sanctuarisées.
- Non, un monde autorégulé par les algorithmes ne serait pas viable. L'Homme n'est pas une machine au rabais.
- Oui, nous devons accepter les perspectives de l'intelligence artificielle pour renforcer notre propre intelligence du monde que nous avons créé.
- Oui, une éthique du numérique est nécessaire pour instaurer une cohabitation bienfaisante entre le numérique et l'humain
- Oui, les différences ontologiques entre l'humain et la machine fournissent des repères solides pour définir cette éthique du numérique.

3- Les risques d'invasion de l'humain par le numérique

Depuis l'ère technicienne, on constate un rapprochement de plus en plus étroit de l'homme avec ses outils. L'évolution scientifique, depuis la Renaissance, a privilégié l'observation de réalités mesurables. Les sciences de précision ont imposé leurs critères de légitimité aux sciences humaines (malgré les efforts de ces dernières pour entrer dans le mouvement). C'est la critique que Husserl faisait de la science.

Avec l'informatique, nous avons franchi une étape : le système s'est substitué à l'outil et l'homme devient une partie du système. Finalement, l'homme s'inclut dans l'outil. Or l'outil ne fonctionne qu'en mesurant. Mesurer devient la condition même de la réflexion et de l'action.

Pour Jacques Ellul, trois critères suffisent à caractériser le système technicien :

- une fois mis en place, il est presque impossible d'y échapper ;
- il peut modifier ce qui existe en fonction de ce dont il a besoin pour évoluer ;

- il résout efficacement ≠ des problèmes mais en en créant d'autres, plus difficiles à résoudre (dans le cas du numérique : piratages, chantages et naturellement pannes de plus en plus inquiétantes car systémiques...)

Une fois mis en place, le système a la capacité (et la « volonté » inhérente à son fonctionnement) de tout numériser selon ses propres critères. Avec le résultat que ce qui n'est pas mesurable par la numérisation est rejeté hors du système, forme nouvelle d'exclusion sociale et culturelle.

Ellul ajoute que le pouvoir de séduction du système technicien est puissant car les élites et les médias ont une dévotion pour le numérique.

Il n'en analyse pas les raisons, mais elles se laissent deviner : résurgence d'un positivisme benêt, culture de la domination de l'homme sur la nature fortement ancrée en occident, liaison avec les intérêts marchands qui cherchent en permanence à susciter de nouveaux marchés, etc.

Le premier soin à prendre est de ne pas nous laisser outrageusement formater par le système numérique. Défendons le droit de ne pas entrer dans un magasin qui nous est recommandé, de ne pas prendre le chemin le plus court, de nous nous perdre et de nous retrouver, au gré de nos humeurs....

La dépendance au numérique peut restreindre fortement notre autonomie et notre capacité à faire des choix autonomes. Paradoxalement, il prélève beaucoup d'énergie et se révèle être une cause de stress et de fatigue. On a mesuré qu'en 2008, la durée moyenne de concentration sur un message était de 12 secondes. Elle est aujourd'hui de 8 secondes. Le poisson dans le même temps est resté à 9 secondes. Explication : le nombre de messages atteignant un internaute a été multiplié par 10 depuis 2005. Il atteint jusqu'à 3500 par jour.



Défendons le droit de nous débrancher d'un seul clic de ces aides, de nous délivrer de ces béquilles numériques, de prendre nos risques



tout seul, de ne pas optimiser.

Défendons le droit de questionner l'utilité et la pertinence de ce que nous proposent les automatismes et de leur dire merde (ou non merci !) si cela nous chante.

Une autre caractéristique d'internet est de modifier radicalement notre façon de nous repérer dans le monde et par rapport aux autres....Notre navigation sur le net n'est pas celle d'un navire. Elle n'a pas de cap. C'est une errance permanente....Cette navigation au gré des vents est fort agréable et peut susciter de belles surprises

par le jaillissement de rencontres aléatoires. Ne nous en privons pas. Mais si elle devient notre mode principal pour nous relier au monde, elle peut miner notre capacité à nous construire et à décider de nos actes.

En conclusion :

Ne confions pas au numérique tout notre savoir, toutes nos décisions par paresse ou par commodité. Comme le remarque, Ariel Kyriou, grand spécialiste de la science-fiction, nous avons peur des clones, mais nous nous clonons en permanence par la répétition du même.

Convainquons-nous que l'humain n'est pas un fichier comme un autre. Un document absorbable et restituable par le système.

Gardons la main. Sachons raison garder contre les débordements de la rationalité pilotée.

Sanctuarisons l'inattendu, les détours, la différence, l'incommensurable, la folie !

Olivier Haertig

Doit-on se résigner à vivre dans une colonie numérique ?

C'est la question que pose Jérôme Bondu, expert en intelligence économique, directeur de la société de conseil Inter-Ligere et auteur de **Maîtrisez internet. Avant qu'internet ne vous maîtrise (Inter-ligere éditions)**, qui est intervenu devant le Club le 23 octobre dernier.

Jérôme Bondu dit avoir écrit son livre sous l'effet d'un véritable sentiment de « révolte » : **comment se résigner** à cette situation ? Il se demande dans son livre **dans quelle « léthargie intellectuelle » nous sommes plongés** pour nous laisser faire ainsi. Google est né en 1998, Facebook en 2004, « et on ne pourrait plus rien faire » face à leur emprise ? De la même manière, l'affaire Snowden date d'à peine 4 ans et pourtant ses effets semblent complètement estompés, voire l'histoire oubliée ou même inconnue de la part de plus jeunes.

Les réactions des participants ont été le reflet de cette double posture de l'auteur : noirceur du diagnostic mais idée qu'on peut/doit encore réagir pour s'en sortir. Si certains ont semblé trouver son état des lieux empreint de « catastrophisme », d'autres l'ont encore noirci. Et beaucoup, comme lui, ont évoqué des pistes de « solutions » pour sortir de cette situation.

[À lire et voir sur clubdesvigilants.com](http://clubdesvigilants.com)

L'intégralité du compte rendu par Anne Beaufumé et [l'enregistrement vidéo](#)

À lire également

Jean-François Soupizet, membre du groupe de travail sur le numérique et membre du conseil d'administration du club qui a s'est occupé des questions d'informatique à la Commission, publie dans **Variations** le magazine internet des anciens élèves de l'ENSAE un article sur **La stratégie européenne pour l'intelligence artificielle** qui est une partie de la réponse aux questions posées lors de la matinale sur l'Europe, colonie numérique (voir ci-dessus). On y ap-

prend par exemple que **des lieux d'essai seront construits**, sites de référence en IA ouverts à tous les acteurs dans l'ensemble de l'Europe. Il existe déjà des projets pilotes dans des domaines tels que l'agriculture intelligente, les hôpitaux intelligents, les villes intelligentes et les véhicules connectés et autonomes.

Lire l'article [ici](#) .

Facebook : va-t-on séparer Docteur Jekyll de Mr Hyde ?

Facebook est-il responsable de ce qui se publie sur son réseau ? C'est la question à 50 milliards de dollars (le montant de ses recettes publicitaires).

Non, répond Facebook depuis toujours : je ne suis pas l'éditeur, chacun est libre de publier, et un contrôle entraverait la liberté d'expression et le Premier amendement. Une position reprise et gravée dans la législation américaine.

Certes, **cette position semble en train d'évoluer** : Marc Zuckerberg vient d'admettre une certaine responsabilité de son réseau devant les élus américains et il a décrit les outils d'intelligence artificielle (et des armées de modérateurs) qu'il met en place pour repérer les fake news ou des appels à la haine. **Mais cette approche revient à déléguer à Facebook la police de son propre réseau : un remède qui peut être pire que le mal**, du point de vue du risque de conditionnement collectif.

Une approche radicalement différente vient d'être prise devant la Haute Cour du Royaume-Uni : elle bouleverse complètement la

façon de poser la question à 50 milliards.

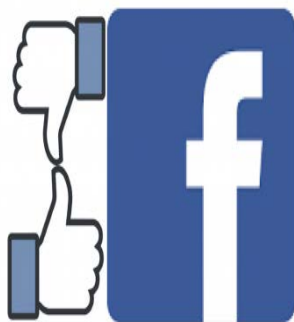
Un journaliste financier britannique à succès, Martin Lewis (photo), est très connu pour ses conseils au grand public. Du coup, de multiples officines douteuses font de la



publicité sur Facebook en utilisant sa photo. Le malheureux Lewis a essayé de l'empêcher : les responsables de Facebook lui ont dit qu'ils ne pouvaient rien faire préventivement (« pas de contrôle... »), que Lewis devait leur signaler les publicités mensongères et qu'ils feraient ce qu'ils pourraient. Lewis en a signalé 50. Puis il a **porté plainte pour diffamation devant la Haute Cour, en voyant que rien ne se passait.**

Du coup, Facebook a pris le problème à bras-le-corps pour découvrir (et supprimer) non pas 50 mais des milliers de ses publicités représentant Lewis. Glissant au passage dans sa communication que Facebook arriverait mieux à nettoyer si on les laissait faire de la reconnaissance faciale : elle permet à Facebook d'associer automatiquement aux photos que vous chargez sur votre compte les noms des visages présents et de les indexer pour des recherches ultérieures, de vous... ou de n'importe qui. C'est un système orwellien interdit en Europe et que Facebook essaie de réintroduire. Facebook est donc bien toujours dans son modèle : « je serai le shérif de mon réseau... si bien sûr on ne m'en refuse pas les moyens ».

Mais Lewis remarque finement que la politique actuelle de Facebook (« dites-nous, et on enlève ») est une farce, puisque Facebook autorise aux annonceurs des publicités cachées (*dark adds*) : ces publicités ne sont publiées sur aucun compte public, mais ciblées sur des cibles définies. Elles sont donc indétectables et parfaitement intraquables par leurs victimes, qui ne peuvent donc pas demander leur retrait.



Sa plainte a de fortes chances de prospérer, comme le remarque un éditorial du Financial Times. On peut en effet débattre à l'infini de la liberté d'expression et du « contrôle » que doit avoir Facebook de ce que je publie sur mon compte, même si c'est faux et

repris par 100 000 suiveurs. En revanche, **on voit mal comment**



Facebook peut se dispenser de contrôler une publicité pour laquelle l'entreprise a accepté un paiement.

L'intelligence de cette approche est de distinguer enfin entre deux discours de Facebook : celui du « Dr » Zuckerberg devant les élus (« notre communauté rapproche l'humanité et va résoudre ses problèmes ») ; et celui de « Ms » Sheryl Sandberg, sa vice-présidente, devant les analystes financiers (« rien de tout cela ne remet en cause la rentabilité de notre business model »).

C'est donc le cœur même du modèle Dr Jekyll and Mr Hyde de Facebook qui est mis sur la sellette à Londres. Un modèle qui va peut-être exploser en vol ?

Jérôme Cazes

Après les gilets jaunes

Un Vigilances "spécial gilets jaunes" est paru mi décembre. Depuis les Vigilants ont continué à réfléchir.

Le pouvoir incontrôlé de la foule



Beaucoup d'auteurs qui consacrent leurs réflexions aux Gilets jaunes fonctionnent dans le cadre classique de l'histoire et de l'économie traditionnelle : références à Louis XVI, ...

Certes des invariants dominant l'évolution, tels que les besoins fondamentaux, les pulsions sociales (désir d'enrichissement ...) et quelques principes d'organisation politique, mais il y a aussi les facteurs passés sous silence et que je résumerai dans l'affirmation suivante : en 2007 a été introduit l'iPhone dans le public et 2011 a connu le printemps arabe qualifié à juste titre de révolution Facebook. C'est pour moi le cœur du problème. La révolution Facebook, qui ne va pas s'arrêter, consiste essentiellement en l'**apparition du pouvoir incontrôlé de la foule**. Certes on peut citer dans le passé de très nombreux exemples de l'irruption de la foule (on disait la plèbe à Rome), les Albigeois, les Pastoureaux, les Jacques, la guerre des paysans en Allemagne et, naturellement, la Révolution française, commencée par la Grande Peur. Aucun de ces mouvements, tous semblables, ne ressemble à ceux qui semblent caractériser notre 21^e siècle et l'analyse qui doit en être faite doit **abandonner les critères traditionnels**.

Le premier caractère est l'émergence fracassante du moi. Chacun, parce qu'il a accès à Internet, est persuadé qu'il sait, qu'il comprend tout, qu'il a le droit de parler et de clamer ses convictions. **Il y a donc rejet de la représentativité et volonté d'imposer le gouvernement direct**. Pourquoi Macron et pas moi ? Je le veux bien et je

rejette tous les intermédiaires qui me volent mes droits à imposer mes idées. Au Voleur ! Cri qui se transforme aisément en « À la lanterne ! ».

Ce besoin de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ne date pas d'hier mais il est devenu universel. Tous les gilets jaunes le partagent et ne vont plus jamais changer d'avis sur leur compétence à gérer l'Etat : c'est moi le plus compétent ! Situation irréversible qui s'amplifiera avec l'expansion à prévoir des réseaux sociaux. Il faut donc réfléchir à ce que sera la forme politique traduisant cette réalité : il y a là **une césure avec toute la pensée occidentale**. Au travail Messieurs les politologues !

Le deuxième caractère est le côté peu fiable, disons suspect, de l'information qui nourrit les convictions de la foule. Les manipulations, les fake news, le travail incessant des usines à trolls inondent l'univers mouvant du buzz. Il a été mesuré que **plus la fausseté des rumeurs est grande, plus grande est la crédulité de la foule à leur égard**. En fait la foule choisit ce qui la choque le plus et le répand avec le plus de véhémence. Aucun démenti n'arrête sa circulation ; au contraire, il permet d'appeler complot le combat mené par les gens sérieux pour la restauration de la vérité. Vérité, mais qu'est-ce que cela veut dire ? Toute affirmation contraire à mes convictions acquises sans vérification sur les sites populaires et une attaque portée par des puissances destructives cachées pour soutenir l'autre (c'est-à-dire tous) contre moi. D'où l'apparition de boucs émissaires !

Le troisième caractère est la nature éphémère, rapidement changeante de l'activité de la foule. Certes le moteur fondamental de l'évolution est la loi de Moore avec une constante de temps de deux ans, mais s'y superpose la volatilité des réseaux sociaux où la constante de temps est plutôt de quelques mois : Facebook est passé de sa fondation en 2003 à deux milliards de membres en 2018. Cette volatilité se traduit directement par **une précipitation foudroyante dans l'adoption et le rejet des opinions** qui ne reposent plus que sur le buzz incontrôlé et incontrôlable et donc peuvent varier d'un jour à l'autre. Les revendications des gilets jaunes sont passées en quelques jours de la suppression d'une taxe sur les carburants à

l'exigence d'une démission du président de la République. Il n'y a plus de temps pour la réflexion et **l'improvisation affolée risque de devenir la seule réaction des pouvoirs publics** avec convulsion de la foule comme on l'a vue pendant le printemps arabe et comme on le retrouve chez le gouvernement Macron. On peut craindre alors la transformation de la révolte en révolution (retour à Louis XVI...)

Jacques Blamont

Réinventons la démocratie!



... Toute demande de changement venant de la base est à prendre au sérieux dans une démocratie, même si elle engendre désordres et incertitudes. Cette demande prend une ampleur nouvelle avec le Grand Débat...

A cette lecture rose s'oppose **une lecture noire reflétant le désarroi des Réformistes....**

D'abord la violence. Elle est une composante du mouvement et pas seulement le fait d'extrémistes... Cette violence s'accompagne de manifestations d'exclusion et de haine, à l'égard des politiques, des gens d'en haut mais aussi de ceux qui s'écartent d'une ligne, pourtant sinueuse... La haine violente suscitée par le président de la République, qui à ce degré a peu de précédents, échappe à la rationalité...

Puis le refus de la démocratie représentative. Certes, celle-ci est incomplète et imparfaite. Elle fonctionne mal. Les Réformistes luttent pour remédier à ces insuffisances, parfois avec succès : limitation des conflits d'intérêt ou du cumul des mandats ... Cette lutte ne met jamais en cause le principe représentatif.

La démocratie directe est considérée par les réformistes comme une utopie ou le premier pas de la confiscation du pouvoir par un petit groupe entourant un leader autoproclamé... Les réformistes sont ouverts à un accroissement limité de la place du référendum,

principalement à l'échelle locale. A l'échelle nationale, il ne peut qu'être limitatif et ne porter que sur de grandes questions, car il comporte le risque d'aboutir à des conflits, difficilement solubles, entre plusieurs légitimités, la populaire et la parlementaire comme le montre le Brexit. Quant au referendum d'initiative citoyenne, utilisé de façon systématique pour annuler les lois votées par le Parlement, il engendrerait confusion et paralysie.

Les réformistes se situent dans le temps, ils croient aux étapes, même s'ils se disputent sur leur nombre et sur le calendrier...**Les « gilets jaunes » se situent pour l'instant dans l'immédiateté**, ils veulent tout et tout de suite....

Les réformistes sont européens, ils acceptent le partage de la souveraineté et veulent développer une solidarité entre pays européens. ...**Les « gilets jaunes » sont hexagonaux** et raisonnent comme si la France était à l'écart du monde ...

L'approche des réformistes est collective, ils se réfèrent à un bien public, même s'ils ont du mal à en définir le contenu, à l'Etat capable de proposer des politiques publiques. **L'approche des « gilets jaunes » est axée sur l'individu** et la satisfaction immédiate de ses besoins. En dehors des individus, il n'a que mépris pour le collectif, l'Etat et les institutions publiques, à l'exception des municipalités...

Pour qu'un rapprochement s'opère, la première étape est un changement dans notre vie publique, un supplément de démocratie. Le nouveau doit être perçu par une majorité de citoyens. On peut craindre que des dispositions comme le vote blanc, le vote obligatoire, l'instillation d'une dose de proportionnelle, voire le raccourcissement des mandats, changements probablement utiles, ne correspondent pas aux attentes. Il n'existe aucune recette. **Nous sommes dans le temps de l'invention démocratique...**

Un exemple de changement hétérodoxe : nos assemblées, à tous les niveaux, pourraient inclure **des citoyens tirés au sort**, dans des proportions significatives mais variables selon les assemblées... Le tirage au sort n'est pas une formule farfelue, elle a déjà été pratiquée, y compris dans la Grèce Antique.

Ce qui importe le plus, c'est l'objectif : **faire intervenir des citoyens ordinaires dans le processus de décision**, mettre plus de transparence dans notre vie publique, et créer des conditions pour un débat permanent ... Comme il faut faire vite et solenniser le changement, la voie référendaire s'impose. ...

Simultanément, **quelques mesures de « justice sociale » sont nécessaires** comme la réindexation des retraites sur les prix financée par un effort supplémentaire demandé aux « riches ». Economiquement, dans la perspective de la lutte contre les rentes, le plus simple est une révision de la fiscalité sur les successions, quoiqu'elle soit mal vue par une grande majorité de Français, pourtant non imposables. La contrainte de compétitivité des entreprises et les déficits publics rendent impossible un effort supplémentaire en faveur du pouvoir d'achat des salariés, ce qui peut entraîner le blocage.

Si les échéances du printemps sont passées avec succès, il restera le plus long : reconstruire une société de solidarités dans l'espace, dans le temps et entre les générations.

Version intégrale sur www.clubdesvigilants.com

Pierre-Yves Cossé

Le malheur, une idée neuve en Europe



Dans un mouvement à double détente, de la marginalisation des partis traditionnels en 2017 à l'irruption populaire en 2018, la France a rejoint le mouvement de recomposition politique à l'œuvre dans la plupart des pays occidentaux. La diversité des causes immédiates et les idiosyncrasies nationales dans les formes de la crise ne doivent pas masquer l'unité des causes profondes : **aucune innovation politique n'a sérieusement répondu aux bouleversements auxquels nos sociétés sont exposées depuis un demi-siècle.**

Depuis la rupture monétaire de 1971 **un nouveau développement du capitalisme, fondé sur l'expansion prodigieuse du crédit, bouleverse les règles sociales d'accession à la richesse...** Il y a des gagnants et des perdants ; rien d'extraordinaire à l'échelle de l'histoire, encore faut-il s'en occuper. Les cris de scandale face aux crises et à l'aggravation des inégalités ne règlent en rien la question politique qui, de toute éternité, interroge les sociétés : quel partage équitable, c'est-à-dire perçu comme tel par un nombre suffisant de citoyens, de la valeur ? ...Les Français ont en dépôt une bulle immobilière d'environ 1000 milliards d'euros, très inégalement répartie, conséquence mécanique de l'économie d'endettement. Il n'y a dans le même temps aucune solution à l'endettement public, ce qui signifie que tout projet politique d'ampleur est mort-né. Cette impasse est parfaitement perçue, elle nourrit la contestation. On peut résumer le **deuxième bouleversement à la loi de Moore....** **La mondialisation, la nouvelle sociabilité des deux milliards d'utilisateurs de Facebook, une incalculable redistribution de pouvoirs et de savoirs en découlent.** La société va plus vite, en tout cas autrement. Le cycle électoral et la délégation à de lointains représentants lui paraissent fades, inadaptés à sa nouvelle façon de vivre le monde...

Le changement climatique est la troisième vague, conséquence directe mais involontaire de notre activité humaine.... A court terme une refonte systémique de la production est nécessaire ; c'est dire le travail politique à accomplir tant les déclassements et reclassés seront, là aussi, puissants.

... **C'est notre nouveau monde. Il n'y aura pas de retour en arrière.** Emergence fracassante du moi et déclassement irréversible des intermédiaires introduisent une césure dans notre histoire occidentale. Une nouvelle organisation sociale pour l'action est à inventer.

Accordons quelques couronnes au monde qui s'efface, il fut éminent. Celui de la technocratie qui postulait que les problèmes sont trop complexes pour être discutés avec les intéressés mais qui présida à une fantastique élévation du niveau de vie. .. Nos

gouvernements occidentaux restent mus par le bien commun ce qui les distingue avantageusement de beaucoup d'autres. **Leur impasse s'appelle TINA (There Is No Alternative).** ... Il n'y avait pas d'alternative à la monarchie absolue quand la société bougeait en profondeur, mue par les forces de l'industrie naissante et de l'égalité civile... Invariablement, **les peuples répondent que la société existe en dehors des institutions auxquelles ils ont retiré leur confiance. Quand on ne les entend pas, TIAVA menace (There Is A Violent Alternative)...**

L'innovation politique consiste toujours à interroger le système de valeur. Le prix est un contrat social. Il n'y a aucun frein pour créer une échelle de valeurs différente si ce n'est la résistance de ceux qui profitent, ou dépendent, de l'échelle actuelle (et nous sommes nombreux) et l'effort pour changer de paradigme, ce qui pose la question de la stabilité. Notre choix collectif consiste désormais à privilégier les détenteurs de plus-values passives et les artisans du capitalisme financier qui ne s'adresse qu'à lui-même et, dans le même temps, à paupériser ceux qui nous soignent, nous éduquent, nous nourrissent ou qui nous protègent. Nous savons que la valeur des biens premiers qui assurent la vivabilité de la planète Terre est inestimable et, pour cette raison, nous nous refusons à lui donner une traduction monétaire. On peut y réfléchir.

Quatre initiatives changeraient dynamiquement la donne. La première, formulée par France Stratégie, serait de rééquilibrer le bilan de l'Etat en lui accordant un droit de propriété partiel sur les sols de l'immobilier résidentiel et de desserrer ainsi le carcan de l'endettement public (voir du même auteur [cet article](#)). La seconde serait de modifier en profondeur le mandat de la BCE afin que le pilotage de la masse monétaire serve d'autres objectifs que la seule stabilité des prix et que la masse monétaire du quantitative easing soit canalisée vers la transition écologique. La troisième serait de sortir de la dépendance fonctionnelle des banques européennes au dollar qui constitue une formidable courroie de transmission avec l'innovation financière, ce doux euphémisme qui masque une mobilisation absurde des



intelligences pour une cause finale de cupidité ; incidemment, l'Europe recouvrerait la souveraineté qu'elle a abdiqué au gouvernement fédéral américain comme la piteuse retraite d'Iran vient de le rappeler. La quatrième initiative consiste à aligner les normes comptables sur les objectifs des Accords de Paris. Il est admis qu'une condition sine qua non de leur réussite est que 90% des réserves d'énergies fossiles (3000 gigatonnes de CO² en perspective !) restent là où elles sont. En toute logique la comptabilité doit annuler la valeur correspondante portée au bilan des entreprises énergétiques.

... Elles seront combattues, appelées absurdes et contraires au sens commun, mais elles diffèrent du système d'expédients dans lequel nous sommes engagés. Toutes consistent à faire de la politique au sens fort ...

Il y a deux siècles **La Nouvelle Héloïse de Jean-Jacques Rousseau** déclenchait un torrent d'enthousiasme et d'éditions. Un roman d'amour cristallisait les aspirations de la société à l'authenticité et l'épanouissement personnel, le bonheur devenait une idée neuve et exigerait bientôt un nouveau Contrat Social. La résignation douce et dépressive des personnages de **Michel Houellebecq** fait aujourd'hui le succès des éditeurs. ... Il sera temps de dire que le malheur n'est pas toujours une idée neuve !

Texte intégral sur www.clubdesvigilants.com

Philippe Bois

« Travaillez, prenez de la peine... »

Dans les doléances qui vont émerger du Grand débat va dominer **l'accroissement des inégalités**, avec ses illustrations majeures qui exaspèrent : la fraude fiscale, les salaires des dirigeants et des hauts fonctionnaires, l'insolente richesse des héritiers de fortunes et les gains insolents des virtuoses de la spéculation. De l'autre côté du tableau, tous les pauvres, les exploités en tout genre, les travailleurs payés au lance pierre, notamment les sans papiers (mais on est sûr que ceux-là se taisent)

Si notre président a dénoncé par exemple les chômeurs à mi-temps, cela ne calmera pas les gilets jaunes.

Les inégalités ont existé sous bien d'autres formes dans l'histoire de l'humanité : la guerre avec les abus effroyables de la soldatesque, l'esclavage, la colonisation, pour ne citer que les formes les plus odieuses.

Les inégalités actuelles ne sont peut être pas plus importantes que par le passé, mais elles sont plus visibles. Les progrès techniques de la numérisation et de la communication rendent inéluctable la transparence des inégalités financières, et les ressentiments que cela déclenche. C'est plus la transparence des inégalités que leur accroissement qui fâche.



Le revenu universel, accordé à tous les adultes sans aucune condition, serait il une solution ? Regardons d'abord les chiffres. Partons sur un RU de 800 € accordé à 50 millions d'adultes : le budget serait de 40 milliards d'euros. C'est seulement 5% du PIB. Pour être cohérent il faudrait

diminuer tous les salaires, les retraites, les allocations chômage de ce revenu universel qui serait accordé sans distinction aucune à tous. Le budget résiduel serait de l'ordre de 10 à 15 milliards ! C'est largement à la portée de l'économie française. **Le problème est ailleurs : rien ne garantit que les travailleurs actuels payés au SMIC ou en dessous continueraient à travailler.**

Ici intervient une autre évolution essentielle de notre société : la baisse ininterrompue des coûts. Quand on mesure le coût du minimum de biens et services nécessaires pour vivre décemment, on constate que ce coût ne cesse de baisser, grâce à la robotisation galopante des productions et des services. **Mais cette tendance planétaire a une autre conséquence : elle supprime des emplois.** L'angoisse gagne toutes les professions. Les corporations et les syndicats s'ingénient alors à limiter cette suppression d'emplois, accusant tour à tour la mondialisation, les patrons, les concurrences déloyales et les étrangers. **Le populisme fait recette sur tous ces**

thèmes. Et la peur du chômage renforce, consciemment ou inconsciemment, l'agressivité des gilets jaunes.

Or cette peur du chômage devrait théoriquement disparaître avec le revenu universel, à une condition cependant : que la frugalité nécessaire quand on n'aura que le RU soit acceptée et non redoutée. Il faudra beaucoup de réalisme aux Français pour en arriver là, mais pas aux immigrés, qui sont déjà dans cette condition. Pour gagner plus que le RU, il sera juste nécessaire de travailler un peu...La Fontaine nous le disait déjà.

Quant à l'insolente richesse de ceux qui savent le mieux jouer, elle n'a de solution que par une fiscalité mondiale, et non pas par une fiscalité de chaque Etat. Avis à tous !

Philippe Tixier

Les inégalités sous le tapis



« Je refuse votre démocratie représentative parce que nous ne vivons plus dans le même pays ». S'il y a un message à retenir de l'interminable crise des gilets jaunes c'est

celui-là : les inégalités réelles ou ressenties sont devenues telles qu'une partie de la population rejette en bloc les règles du jeu. La persistance ou la montée des inégalités met en grave danger notre démocratie telle qu'elle a plus ou moins fonctionné jusqu'à présent. Les gilets jaunes gueulent à haute voix ce que révélaient depuis longtemps les sondages et les résultats électoraux à bas bruit : ils ne jouent plus.

Cette conjonction de la lutte des classes et du péril pour la démocratie déclenche une alarme dans la tête de l'historien.

L'histoire de l'entre deux guerres montre bien que la démocratie ne s'installe pas, ne vit pas s'il n'y a pas de la part des politiques mais aussi de la société un vrai « consentement » à la démocratie qui est autre chose que le strict respect des règles institutionnelles. Certains parlent de règles non écrites. On ne peut pas se rassurer en pensant que les institutions fonctionnent, même avec de faibles taux de participation électorale. L'acceptation résignée de la République de Weimar par ce qu'on appelait alors « les républicains de raison » ne suffira pas à éviter la victoire des nazis. Le refus des gilets jaunes est grave d'autant qu'il traduit sans doute celui d'une plus large partie de la population.

Deuxième raison d'inquiétude, **la lutte des classes née des inégalités a toujours été pour quelques choses dans la disparition de la démocratie pendant cet entre-deux-guerres.** En Espagne on peut même dire qu'elle en a été la raison principale. Dans ce pays très inégalitaire, la deuxième République n'a jamais vraiment réussi s'installer entre 1931 et 1936, quand commence la guerre civile. Dans chaque camp, celui des possédants et celui des travailleurs, on pensait plus à écarter définitivement du pouvoir celui d'en face qu'à gouverner dans le cadre d'une alternance démocratique.

Si on emploie ici la vieille expression marxiste « lutte des classes » c'est à dessein. Elle dit bien que les deux camps luttent. **Or la réaction de la bourgeoisie et des élites pour conserver leurs privilèges, notre réaction, peut être aussi dangereuse pour la démocratie que les revendications du « peuple ».**

La protestation contre les inégalités redeviendra peut-être sourde mais elle sera toujours là si on n'y répond pas, au moins en partie. Or tout dans la manière dont s'est organisé le grand débat, y compris les brillantes prestations du Président de la République, fait craindre que cette question compliquée soit largement escamotée. Même le rétablissement de l'ISF ne serait qu'une satisfaction symbolique. « Vous ne savez pas comment nous vivons », répètent à satiété les « gilets jaunes ». Parlons-en, y compris pour faire valoir les mécanismes redistributifs qui existent ou pour démythifier la « vie dorée » des métropoles. Expliquons plus pourquoi on peut augmenter la prime d'activité mais pas le SMIC. Où en est-on de

l'égalité des chances dans notre pays ? Quelle est la différence de rémunération acceptable entre la base et le sommet ? Comment concilier d'éventuelles mesures contre les inégalités en France avec la concurrence internationale ? Peut-on lancer un débat international sur le sujet puisque les organisations internationales les plus « conservatrices », FMI, OCDE, ont elles-mêmes lancé des alertes sur le niveau excessif des inégalités ?

En refusant de traiter frontalement la question des inégalités nous mettons en grave péril notre démocratie.

Jean-Claude Hazera (Comment meurent les démocraties, Ed Odile Jacob)

Pour en savoir plus :

[La critique](#) de *Comment meurent les démocraties*, par Jérôme Cazes

[La Matinale](#) du Club des vigilants avec Jean-Claude Hazera. Compte rendu par Bernard Bougel et enregistrement vidéo.

Rwanda : 25^{ème} anniversaire du génocide

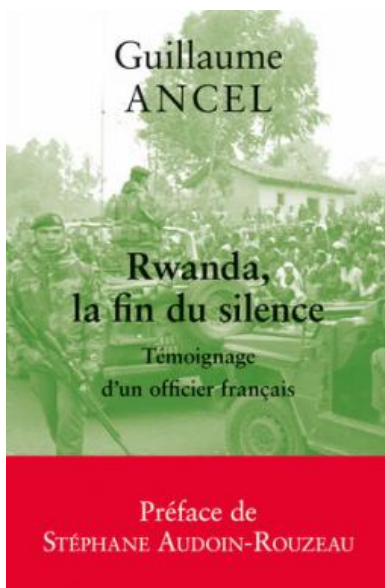
Le Président Macron a été invité à la commémoration. Mais la responsabilité de la France reste un sujet d'interrogations et de polémiques. À lire sur www.clubdesvigilants.com:

Rwanda : ouvrons les archives ! Par Philippe Bois

Dans ce texte de l'été 2017, également publié dans les pages débats du Monde, le président du Club exige, avec d'autres, l'ouverture des archives officielles françaises pour que la lumière puisse être faite complètement sur l'attitude de la France à l'époque, accusée d'avoir aidé le régime génocidaire.

[Lire l'article ici](#)

Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français, Par Philippe Bois



Article du printemps 2018 à propos de *Rwanda, la fin du silence, témoignage d'un officier français*. L'officier en question c'est Guillaume Ancel qui, à l'été 1994, a participé comme capitaine à l'opération Turquoise.

On pourra lire également les nombreux commentaires auxquels a donné lieu cette publication.

[Lire l'article ici](#)

Et sur clubdesvigilants.com

Economie

Abandon de la fusion Alstom Siemens – Pourquoi l'Europe a raison. Par Jérôme Cazes

[Lire l'article ici](#)

Territoires zéro chômeurs longue durée, un essai innovant... à transformer ! Par Anne Beaufumé.

Une Matinale avec Laurent Grandguillaume et Michel de Virville, président et vice-président de l'association TZCLD, vue par Anne.

Enregistrement vidéo [Lire et voir ici](#)

Too big to do business. Par Jérôme Cazes

Des entreprises mastodontes infiniment puissantes et efficaces échappent au contrôle collectif. Leur impunité mine les pouvoirs démocratiques.

[Lire l'article ici](#)

Cinquante nuances de bitcoin. Par Philippe Bois.

Le potentiel de la monnaie électronique est immense parce qu'elle répond à un besoin d'innovation. Le bitcoin et sa technologie réalisent une aspiration ancienne : maîtriser les instruments de la confiance et la protéger d'intermédiaires et d'institutions jugés hostiles.

[Lire l'article ici](#)

2018 : le crépuscule du G7 ? Par Philippe Tixier

Le centre de gravité du monde s'est déplacé. L'Organisation de Coopération de Shanghai, l'OCS pèse déjà plus que le G7.

[Lire l'article ici](#)

L'extraterritorialité américaine et la souveraineté européenne

Trump, l'Iran, l'Europe : la révolte des agneaux? Par François Nicoullaud

Après la décision de Donald Trump de sortir les Etats-Unis de l'accord de dénucléarisation avec l'Iran et d'imposer à nouveau des sanctions qui empêchent les européens de commercer avec l'Iran.

[Lire l'article ici](#)

Sanctions américaines : prenons exemple sur la Chine ! Par Philippe Bois

La Chine développe des achats en yuan (notamment de pétrole) pour échapper à l'hégémonie du dollar.

[Lire l'article ici](#)

Le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien pourrait être une bonne nouvelle ! Par Michel Ferrand

L'auteur espère une franche réaction de révolte du reste du monde contre l'extraterritorialité de la loi américaine.

[Lire l'article ici](#)

Vers la fin de l'hégémonie du dollar ? Par Philippe Tixier

« Dès lors que la monnaie et la justice américaines deviennent clairement un moyen de rétorsion puissant envers les pays qui entendent commercer sans suivre les sanctions américaines, de nombreux pays vont s'organiser pour quitter le système du dollar », espère l'auteur.

[Lire l'article ici](#)

Comment l'Europe pourrait-elle s'imposer face aux Etats-Unis ?



Bientôt sur www.clubdesvigilants.com le compte rendu et la vidéo de la Matinale du 12 mars avec Pascal Lamy, ancien commissaire européen au commerce et ancien directeur général de l'Organisation Mondiale du

Commerce.

Philosophie-Ethique

Le suicide assisté, grand absent des Etats généraux de la bioéthique, par Jérôme Cazes

Jérôme, dont les parents ont décidé de se suicider ensemble, invoque l'exemple de la Suisse pour revendiquer cette liberté : « Dans une vision humaniste de l'homme et de la femme libres et responsables de leur vie, et donc de leur fin de vie, il n'existe pas de liberté plus fondamentale pour une personne que de pouvoir choisir sa mort. »

[Lire l'article ici](#)

Beltrame, héros ou saint ? Par Hervé Chaygneaud-Dupuy

Après le sacrifice du lieutenant-colonel Beltrame qui a donné sa vie pour sauver un otage l'auteur s'interroge sur la lecture qui en est faite : « Pour moi, on a trop appuyé sur le fait qu'il était soldat, français et chrétien comme si on retrouvait enfin le socle national alliant Eglise et Armée dans la même défense d'une identité française menacée »

[Lire l'article ici](#)

L'Homme, un animal comme les autres ?

Par Philippe Bois

Compte rendu d'une Matinale avec le philosophe Etienne Bimbenet. *Le complexe des trois singes. Essai sur l'animalité humaine*. Editions du Seuil, 2017.

[Lire l'article ici](#)

Pensée magique, pensée scientifique, Laurent Quivogne

Le mot de Victor Hugo – « *La science est l'asymptote de la vérité. Elle approche sans cesse, et ne touche jamais.* » – rétablit la vérité : il y a toujours un interstice entre la science et le réel, c'est-à-dire que la science ne dit pas le réel.

[Lire l'article ici](#)

Et encore sur www.clubdesvigilants.com

Mieux comprendre la Chine pour mieux dialoguer

Compte rendu par Philippe Bois de la Matinale avec Claude Meyer à propos de son livre *L'Occident face à la renaissance de la Chine*, Odile Jacob, 2018

[Lire l'article ici](#)

Indépendance de la Nouvelle-Calédonie ?

Par Pierre-Yves Cossé

Après le referendum. Depuis les débats sur l'avenir de l'Algérie, dans les années 50, des responsables français rêvent d'une possible décolonisation sans indépendance. Pour l'auteur la démonstration qu'on peut y arriver reste à faire.

[Lire l'article ici](#)

Prochain Vigilances : Spécial élections européennes